

LA  NEWSLETTER
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

n° 297, 5 février 2008, <http://www.jean-jaures.org>

Extrait :

Janvier 2008 : élections présidentielles en Géorgie Allons voir si la rose...

Eveline Baumann*

(Fondation Jean Jaurès, 5 février 2008)

Tbilissi, samedi 5 janvier 2008, soirée électorale : Les Géorgiens se sont rendus aux urnes pour élire leur nouveau chef de l'Etat¹. Le vainqueur du scrutin n'est autre que Mikheil Saakachvili, le président sortant. D'après les données officielles, il a obtenu 53,5 % des suffrages, devançant largement Levan Gatchétchiladze, le candidat représentant une coalition de partis d'opposition, qui, lui, a réuni 25,7 % des voix exprimées.

Le lendemain, Misha, comme les Géorgiens appellent le protagoniste de la révolution des Roses, se félicite du caractère démocratique du scrutin. Mais les habitants de la capitale, eux, descendent dans la rue, par milliers, prétendant que le véritable vainqueur s'appelle Levan Gatchétchiladze. Les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de leur côté, « ont l'impression » qu'il n'y a pas eu de « trucage massif »² et estiment que les élections ont été conformes à la « plupart des normes » internationales. Il n'en reste pas moins qu'ils signalent une série d'irrégularités commises par le candidat Saakachvili et sa garde rapprochée, irrégularités qui vont de l'intimidation au non-respect des procédures, en passant par l'utilisation frauduleuse des ressources publiques (OSCE, 2008a et 2008b).

État d'urgence et élections présidentielles anticipées

Le scrutin a été provoqué par la pression de la rue. La colère avait commencé à gronder dès le mois de septembre 2007. Les Géorgiens commençaient à se réunir au centre de la capitale pour réclamer le départ de l'équipe en place, équipe accusée par Irakli Okrouashvili, ex-ministre de la Défense et ancien proche du président Mikheil Saakachvili, d'avoir érigé en pratique courante l'assassinat d'ennemis intérieurs, qu'il s'agisse d'hommes politiques ou d'oligarques. Les manifestants n'étaient pas tous des supporters inconditionnels d'Irakli Okrouashvili, loin de là, mais son arrestation avait fait déborder le vase ...

Si, d'après certaines estimations, ils étaient près d'une dizaine de milliers en cette fin septembre pour exprimer leur courroux contre le régime en place, leur nombre allait dépasser les 100 000 début novembre. En dépit de l'hétérogénéité initiale des desiderata, un certain consensus allait se dégager : Il faudra en finir avec le régime, en finir aussi avec la concentration du pouvoir, avec le non-respect de certains droits fondamentaux et l'absence de transparence dans les privatisations. Aux yeux des manifestants, un régime parlementaire paraît la seule solution. Pour cela, ils exigent la tenue d'élections législatives, élections qui devront avoir lieu au printemps 2008, comme initialement prévu par la constitution. Exigence qui s'oppose au projet du président Saakachvili qui, lui, souhaite appeler les citoyens aux urnes en automne 2008 seulement, et regrouper les élections législatives et présidentielles.

¹ Ce texte actualise et poursuit les réflexions exposées fin 2007 dans deux numéros de la Newsletter de la Fondation Jean Jaurès (Baumann 2007a et 2007b).

² « 'No mass falsification' – Chief OSCE Observer », *UNA Georgia online Magazine*, 9.1.2008 (http://www.civil.ge/eng_/article.php?id=16837). La remarque est attribuée au diplomate allemand Dieter Boden, leader de la mission d'observation. Accès à tous les sites cités : 5.2.2008.

Les contestataires voient dans ce regroupement une manœuvre politicienne, source potentielle de manipulations en faveur de l'équipe présidentielle. La tension monte.

Le 7 novembre, au bout de plusieurs journées de manifestations, les autorités, décidées à rétablir la circulation sur l'Avenue Rustaveli, les Champs Elysées de Tbilissi, dispersent la centaine de manifestants encore présents sur les marches du Parlement. Les forces de l'ordre, rejointes par des troupes anti-émeutes équipées de masques aux allures futuristes, agissent avec brutalité, allant jusqu'à l'utilisation de gaz toxiques, ainsi que d'armes aux ultrasons, armes rarement utilisées ailleurs dans le monde occidental, susceptibles de désorienter celui qui les entend³. La population, en état de choc, suit en direct les événements, sur Imedi notamment, cette chaîne qui est indirectement contrôlée par Badri Patarkatsishvili, oligarque expatrié à Londres et « l'homme à abattre » du pouvoir en place, car soutenant financièrement l'opposition. Le leitmotiv de son soutien est simple : « Une Géorgie sans Saakachvili est une Géorgie sans terreur. » On connaît la suite : Les forces de l'ordre pénètrent dans les locaux d'Imedi, le présentateur commente en direct les dernières minutes de la chaîne, on entend le vacarme qui annonce la destruction du matériel technique. Les lumières s'éteignent, le site internet, qui permettait aux internautes de suivre les événements au-delà des frontières nationales, n'est plus accessible⁴. Le sort de Kavkasia, l'autre chaîne critique qui, contrairement à Imedi ne peut être captée que dans la capitale, sera réglé moins brutalement, mais avec le même résultat. Cette démonstration de force est suivie par la promulgation de l'état d'urgence. Pour justifier cette mesure, les autorités de Tbilissi avancent la thèse d'une tentative de coup d'État. Le renversement du régime aurait été fomenté par l'extérieur, impliquant des « services spéciaux russes ». L'état d'urgence restera en vigueur pendant neuf jours.

Le chemin épineux parcouru depuis la révolution des Roses

Lors des premières manifestations à Tbilissi, en cet automne 2007, la communauté internationale semble embarrassée et met du temps à accepter la gravité de la situation. Il est vrai aussi que, à ce moment, son attention se focalise sur d'autres pays : l'Ukraine qui élit son Parlement, la Birmanie où les révoltes sont réprimées dans le sang, la Russie où l'on se prépare à la relève du président Poutine. Les médias occidentaux sont-ils nombreux à garder le silence sur les événements qui se déroulent à Tbilissi parce que ceux-ci ne cadrent pas avec l'image que l'on se fait habituellement de cette république sud-caucasienne comptant à peine 4,5 millions d'habitants ? Se serait-on trompé sur son leader qui affiche volontiers ses attitudes pro-occidentales et fait hisser le drapeau européen sur les bâtiments publics ? Aurait-on sous-estimé les contraintes réelles auxquelles doit faire face la démocratisation dans un pays postsoviétique comme la Géorgie ?

Le chemin parcouru par la Géorgie depuis la révolution des Roses est pourtant impressionnant⁵. De nombreuses routes ont été remises en état, voire construites, un système de transport urbain correct a été mis en place, les outils de communication sont relativement performants, la capitale a fait l'objet de nombreux travaux d'embellissement et l'éclairage public permet désormais de sortir de chez soi à des heures tardives. Autant de réalisations visibles que même les critiques les plus virulents du régime ne sauraient contester. De plus,

³ Un témoignage un certain nombre de reportages vidéo. Voir notamment : <http://www.youtube.com/watch?v=6ccV43Y39wE>.

⁴ <http://www.youtube.com/watch?v=tHxQZmMRysU>.

⁵ Voir, par exemple, l'émission « Débat » du 8.12.2007 sur la chaîne Public Sénat : <http://www.publicsenat.fr/cms/video-a-la-demande/vod.html?idE=55898>. On peut aussi consulter Serrano (2007).

l'économie enregistre une croissance dépassant les 10 % par an. Les BTP se portent bien, et il en est de même de l'hôtellerie. De plus, le président Saakachvili, parfaitement à l'aise dans les salons des grands de ce monde, jouit d'un charisme incontestable et bénéficie, tout compte fait, d'un certain respect auprès de la communauté internationale, pour avoir réussi à rompre avec certaines habitudes du régime de son prédécesseur Chevardnadze et pour avoir définitivement tourné la page du soviétisme. Ainsi, il est aussi parvenu à émettre les signaux qu'il fallait à l'adresse des puissances occidentales. A preuve, les nombreuses lois votées par le parlement. Elles concernent les libertés d'expression, les droits des minorités, la décentralisation de la gestion de l'Etat, le système judiciaire, la lutte contre la corruption, l'éducation, les privatisations, l'emploi, la création d'entreprise, etc. L'opération de charme à l'égard du monde occidental semble avoir réussi. Les négociations pour l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN sont relativement avancées. Le pays bénéficie aussi des mesures prises dans le cadre de la Politique européenne de voisinage et l'Union européenne a élu Tbilissi pour implanter son unique délégation dans le Sud Caucase. En 2005, le président Bush fit une visite mémorable à son « ami » Saakachvili. Alors que l'économie de marché est élevée en credo par les décideurs du pays, *Doing Business*, l'agence de notation de la Banque mondiale, considère la Géorgie comme un réformateur de premier rang⁶.

Il n'en reste pas moins que les Géorgiens sont nombreux à s'impatienter. Si le pays connaît un taux de croissance particulièrement satisfaisant, il s'agit d'une croissance sans création d'emploi. En effet, les investissements sont essentiellement liés aux privatisations, sans répercussion notable sur le marché du travail. De plus, les fruits de la croissance sont très inégalement répartis. Et alors que l'on cherche en vain la véritable teneur de la politique économique du pays, la pauvreté touche deux Géorgiens sur cinq. Le chômage, phénomène exceptionnel à l'ère soviétique, prend des ampleurs contredisant les données officielles (Baumann 2007c), les protections sociales sont quasiment inexistantes. Le salariat ne concerne, au mieux, quatre actifs sur dix. La majorité des Géorgiens vivent de petites activités marchandes, comme on en connaît dans les pays à revenu moyen faible d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique. Les droits individuels de propriété ne bénéficient pas de toutes les garanties requises, les arrestations que d'aucuns qualifient d'arbitraires se multiplient ... Et ils sont nombreux, ces laissés-pour-compte de l'économie de marché, exaspérés par le décalage entre leurs conditions de vie difficiles et les discours convenus des décideurs. Discours diffusés à satiété par les médias publics, qu'ils s'adressent directement aux populations ou qu'ils soient prononcés par le président lors de ses nombreux déplacements à l'étranger, pour convaincre ses interlocuteurs que la Géorgie respecte les « valeurs européennes » et mériterait le rapprochement avec les pays occidentaux.

Une campagne électorale mouvementée

Les « débordements » du 7 novembre vont sérieusement ternir l'image du président Saakachvili auprès de la communauté internationale. Or, pour couper court à tout reproche qui viendrait des pays « amis », il annonce la tenue d'élections présidentielles anticipées. Elles auront lieu le 5 janvier 2008, soit quatre ans quasiment jour pour jour après la révolution des Roses.

L'opposition, qui avait misé sur le renouvellement du Parlement — où, pour le moment, la contestation est réduite à sa plus simple expression —, se sent prise au piège. Elle craint qu'au cas où le président serait renouvelé dans ses fonctions, il ait, par la suite, toute latitude pour faire en sorte que les élections législatives lui soient également favorables. Commence

⁶Voir <http://www.doingbusiness.org/ExploreEconomies/?economyid=74> et World Bank 2007, p. 21-28 et 36-42.

alors, pour elle, une course contre la montre. Il s'agit de réunir, dans un délai d'une dizaine de jours, les signatures nécessaires à l'enregistrement des candidatures, d'élaborer un programme électoral, de prendre les contacts nécessaires, en Géorgie même, mais aussi à l'étranger, pour asseoir la crédibilité des candidats. Les préparatifs sont étroitement surveillés, non seulement par les observateurs de l'OSCE mais aussi par un groupe de personnalités de la vie publique, réunies autour d'Adam Michnik, historien et politologue polonais. C'est aussi grâce à la pression exercée sur le pouvoir en place par tous ces observateurs que la chaîne Imedi sera de retour sur les ondes, après un silence de plus d'un mois. Retour tardif pour une campagne qui bat déjà son plein.

En fin de compte, sept candidats resteront en lice. Parmi eux, l'oligarque Badri Patarkatsishvili, personnage aux facettes multiples. Pour entrer en campagne, il aurait cédé au groupe américain de Rupert Murdoch ses parts dans la chaîne Imedi. Il se pose en bienfaiteur des Géorgiens, prêt à distribuer sa fortune personnelle, que ce soit pour alléger les besoins des nécessiteux — il promet 625 millions d'euros à cette fin — ou pour « neutraliser » le ministre de l'Intérieur en cas de victoire de Mikheil Saakachvili⁷. En pleine campagne, cette dernière manœuvre amène Imedi à se retirer de nouveau des ondes, en attendant la clarification des droits de propriété de la chaîne. Badri Patarkatsishvili renonce à la poursuite de sa campagne, tout en revenant, quelques jours plus tard, sur sa décision. En dépit de ces tergiversations et de sa réputation trouble, près de 7 % des électeurs se prononcent pour lui. Une chose est certaine, les agissements de l'oligarque pendant la campagne électorale auront suffi pour jeter le discrédit sur l'opposition dans son ensemble.

Neufs partis opposés à Mikheil Saakachvili, réunis sous la bannière du « Conseil national d'un mouvement unifié », avaient choisi comme candidat Levan Gatchétchiladze, juriste de formation et co-fondateur d'une société vinicole. Candidat issu des mouvements du mois de novembre, il semble avoir la confiance d'un grand nombre d'électeurs, notamment de ceux ayant fréquenté l'université — ce qui est le cas d'un Géorgien sur trois — et disposant d'un emploi régulier (Sumbadze 2007). Levan Gatchétchiladze s'est engagé, au cas où il serait élu, à introduire un régime parlementaire, à nommer Premier Ministre Salomé Zourabichvili, ancienne ministre géorgienne des Affaires étrangères, et à démissionner ensuite de son poste de président. C'est largement à cette Franco-Géorgienne que l'on doit le retrait des Russes des bases militaires qu'ils entretenaient encore récemment en Géorgie. Ceci aurait pu valoir, dans un avenir proche, à cette diplomate un rôle clé dans le rapprochement avec l'OTAN et l'Union européenne. Finalement, le candidat Gatchétchiladze recueillera 25,7 % des suffrages. On notera cependant qu'à Tbilissi, il obtient la majorité relative dans huit districts sur les dix que compte la capitale.

Mikheil Saakachvili, le vainqueur du suffrage, réunit 53,5 % des voix. Pour mener sa campagne, le président sortant avait bénéficié d'un certain nombre d'avantages. Ne serait-ce que de manière implicite, il a pu entrer en campagne bien avant les autres candidats, en recourant à ses nombreuses relations « utiles » au sein du pays et à l'étranger, convaincu que c'est grâce à lui que la Géorgie est devenue le « darling » de la Banque mondiale⁸. Mais il aurait aussi bien profité de son accès direct aux deniers publics. Avant de démissionner de son poste, comme le prévoit la constitution pour tout candidat à une élection, il nomma un nouveau gouvernement et annonça une politique sociale qui fait une large part aux « mesures

⁷ <http://www.civil.ge/eng/print.php?id=16713> : « Transcript of Conversation between Patarkatsishvili and Kodua », *UNA Georgia online Magazine*, 29.12.2007.

⁸ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7174571.stm> : « Analysis : Bruising battle for Georgia », *BBC News*, 7.1.2008.

sociales » : amnistie pour les prisonniers, gel des conflits liés à l'immobilier, transfert de biens immobiliers publics aux populations déplacées, bons pour les combustibles, augmentations immédiates des pensions, ainsi que des salaires des enseignants et des chercheurs, etc. (Transparency International 2007). Un grand nombre de ces mesures, non prévues par le budget 2007, coûteront cher à l'État et risquent d'accélérer l'inflation qui commence à préoccuper les économistes du pays.

La légitimité des résultats qui semble poser problème...

D'une manière générale et indépendamment des mesures de « séduction » prises en amont du scrutin proprement dit, de nombreuses tentatives de fraude au profit du candidat Saakachvili ont été constatées, tentatives que des membres de l'administration électorale, des observateurs ainsi que des électeurs mêmes étaient arrivés à déjouer dans certains cas, mais pas toujours. Il y aurait eu des mesures d'intimidation des populations, notamment dans les zones rurales et des lieux de concentration des minorités ethniques. Certaines catégories professionnelles — la police, les militaires — devaient voter dans des locaux qui leur étaient réservés, ce qui n'aurait pas été bénéfique à une expression libre. Certaines de ces entorses au jeu démocratique ont été explicitement constatées par les observateurs étrangers (OSCE 2008a et 2008b), et elles alimentent même la polémique entre eux⁹. D'autres encore restent plus confidentielles. Elles sont dévoilées, avant d'être publiées, dans des émissions sur la seule chaîne critique opérationnelle, Kavkasia, lors de conférences de presse organisées par les organisations géorgiennes ayant eu le statut d'observateur¹⁰. Reste à savoir si tous les écarts par rapport à un déroulement véritablement démocratique peuvent expliquer que Mikheil Saakachvili dépasse de trois points et demi les 50 % des suffrages nécessaires pour être déclaré vainqueur dès le premier tour des élections.

Toutefois, une chose semble certaine : Le président Saakachvili a dû se rendre à l'évidence que, désormais, il lui faudra compter avec la contestation de ses compatriotes et avec leur sens de la démocratie. C'est tout particulièrement l'électorat des villes qui ne lui est pas tant acquis qu'il aurait pu l'espérer quatre ans après la révolution des Roses. Compte tenu des entorses constatées, la légitimité des résultats des élections présidentielles de janvier 2008 n'est donc pas sans poser problème. Et alors que Misha propose l'intégration, dans le futur gouvernement, de personnalités venant des rangs de l'opposition, cette même opposition le boude¹¹.

Pendant ce temps, la communauté internationale continue à se féliciter du bon déroulement du scrutin. Une fois de plus, Mikheil Saakachvili a été « adoubé » par les Occidentaux¹². Or, leur insistance sur les valeurs démocratiques — supposées garantir la paix sociale et mener, avec l'aide de l'économie de marché, à plus de prospérité — semble avant tout dictée par des considérations géopolitiques¹³. Ces considérations concernent tout d'abord la protection des voies de transit des hydrocarbures, mais aussi le contrôle du flux d'immigrés potentiels attirés

⁹ <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=16855> : « Controversy over OSCE Chief Observer's Remarks », *UNA Georgia online Magazine*, 10.1.2008.

¹⁰ A titre d'exemple, le Centre for Social Studies (Tbilissi) a dépêché dans les bureaux de vote près de 900 observateurs.

¹¹ <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=16840> : « Saakashvili promises 'all-inclusive cabinet' », *UNA Georgia online Magazine*, 9.1.2008, « Saakashvili calls for a stronger parliament and judiciary as opposition MPs continue boycott », *Georgia Today*, n°393, 1-7.2.2008.

¹² <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/20080107.OBS3910/> : « Election en Géorgie : Saakachvili adoubé une fois de plus par l'Occident », *Nouvel Obs.com en temps réel*, 7.1.2008.

par l'Europe toute proche, sans parler de la lutte contre la menace terroriste, supposée ou réelle, qui viendrait de la Tchétchénie et de l'Ingouchie voisines. La Géorgie, de son côté, en prêtant allégeance aux États-Unis et en courtisant les autorités de Bruxelles, semble vouloir se persuader que leur soutien lui permettra d'affirmer son européanité et de s'affirmer davantage vis-à-vis de la Russie qui impose sa présence notamment dans deux régions du pays, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Autant de défis que Mikheil Saakachvili sera amené à lever lors de son second mandat.

***Eveline Baumann** est chercheuse socio-économiste.

Références citées :

- Baumann Eveline [2007a], « Silence, on joue ! Quand l'équipe géorgienne rencontre les Bleus... », *La Newsletter de la Fondation Jean Jaurès*, n° 282, 10 octobre, [<http://www.jean-jaures.org>].
- Baumann Eveline [2007b] « Géorgie : une campagne électorale mouvementée », *La Newsletter de la Fondation Jean Jaurès*, n° 292, 20 décembre, [<http://www.jean-jaures.org>].
- Baumann Eveline [2007c], *Nouveaux défis pour les pays postsoviétiques. La protection sociale en Géorgie*. Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, n° 10, Paris, 27 p. [<http://www.jean-jaures.org>].
- OSCE (Organisation for Security and Cooperation in Europe) *et al.* [2008a], *Georgia : Extraordinary Presidential Election, 5 January 2008. Statement of Preliminary Findings and Conclusion*. Tbilisi, 10 p.
- OSCE (Organisation for Security and Cooperation in Europe) *et al.* [2008b], *Post-Election Interim Report, 6-18 January 2008*, Tbilisi, 5 p.
- Serrano Silvia [2007], *Géorgie. Sortie d'empire*. Paris, CNRS Éditions, 342 p.
- Sumbadze Nana [2007], *Barometer 2007. Electorate : Features and Attitudes*. Tbilisi, Institute for Policy Studies, 22 p.
- Transparency International [2007], *TI Georgia Announces Preliminary Results of Monitoring of Misuse of Administrative Resources During Pre-election Campaign*, Tbilisi, 5 décembre, 1 p. [<http://www.transparency.ge>].
- World Bank [2007], *Celebrating Reform 2007. Doing Business Case Studies*, Washington D.C., World Bank, 185 p.

Sites internet consultés :

- <http://www.civil.ge/> (ONG Civil Georgia, UNA Georgia online Magazine)
- <http://www.rustavi2.com/> (chaîne TV géorgienne)
- <http://imedinews.ge/en> (chaîne TV géorgienne, fermée depuis fin décembre 2007)
- <http://www.russiatoday.ru/> (chaîne TV russe)
- <http://www.messenger.com.ge/> (quotidien géorgien)
- <http://www.georgiatoday.ge/> (hebdomadaire géorgien)
- <http://www.caucas.com/> (hebdomadaire proche de l'UE, basé à Tbilissi)
- <http://www.transparency.ge/> (ONG Transparency International Georgia)
- <http://www.afp.com/> (Agence France Presse)
- <http://tempsreel.nouvelobs.com/> (magazine online du Nouvel Observateur)
- <http://news.bbc.co.uk/> (BBC)